

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21705 - 80ÈME ANNÉE

Le nouveau préfet propose qu'elle se tienne après le Salon de l'Agriculture 2025

Filière canne à sucre : l'État soutient aussi la proposition de conférence

Présentée en 2015 par le PCR, la proposition conférence sous la forme d'une table ronde sur la filière canne-sucre-alcools-énergie est de plus en plus partagée. C'est le cas du monde agricole et plus récemment de la Région Réunion depuis qu'une nouvelle majorité conduite par Huguette Bello est à la présidence de cette institution. Ce mercredi 27 novembre, le nouveau préfet de La Réunion visitait une exploitation cannière. Le représentant de l'Etat a indiqué le soutien de Paris à cette proposition qui pourrait prendre la forme d'États généraux de la filière pilotés par la Région Réunion, collectivité responsable de la planification économique, et l'Etat. Le représentant de Paris a proposé comme échéance après le Salon de l'Agriculture 2025.

La campagne sucrière 2024 se profile comme la pire récolte en 50 ans à La Réunion, plongeant les agriculteurs dans une situation particulièrement difficile. Ce mercredi 27 novembre, Patrice Latron, le nouveau préfet de La Réunion, a effectué sa première visite sur le terrain, en se rendant dans une exploitation cannière à Sainte-Marie pour comprendre les enjeux et les difficultés de la filière. Cette visite s'inscrit dans un contexte où les prévisions pour la récolte de canne à sucre sont extrêmement préoccupantes, avec des rendements en baisse et des défis économiques majeurs.

Le préfet a pris connaissance des problèmes auxquels la filière canne est confrontée, notamment la pénurie de main-d'œuvre, la hausse des coûts des intrants et la stagnation depuis 20 ans du prix de la canne à sucre acheté par l'industriel qui a le monopole de la transformation de cette richesse réunionnaise. « La canne à sucre est une culture fondamentale pour La Réunion. Elle représente la moitié de la surface agricole et un tiers de la production agricole de l'île, sans compter son rôle dans notre patrimoine culturel », a souligné Patrice Latron. Il a été rappelé au représentant de l'État que le revenu insuffisant des planteurs était au cœur de la crise

sans précédent traversée par la filière, avec une récolte prévue dépassant à peine un million de tonnes de cannes à sucre

Le préfet a déclaré qu'il était favorable à la mise en place d'États généraux de la canne, une initiative demandée par la Région, pour discuter des perspectives et des solutions à long terme pour la filière. Comme date, il a proposé après le Salon de l'Agriculture 2025 ».

L'impact de la suppression du quota sucrier depuis 2017

Rappelons que le 22 février 2015, le Parti communiste réunionnais (PCR) a présenté un livre avec 25 propositions pour La Réunion, dont une portant sur la filière canne-sucre-alcools-énergie. Cette proposition mettait en garde contre une crise majeure à venir, aggravée par la fin des quotas sucriers et des prix garantis prévue pour 2017. Le PCR a appelé à une conférence urgente réunissant tous les acteurs concernés (planteurs, industriels, élus, chercheurs, etc.) pour trouver des solutions à court et long terme, notamment par l'innovation et la valorisation des produits dérivés de la canne.

En 2024, la production de canne à sucre a chuté de près de 9 %, avec seulement 1 015 848 tonnes récoltées, ce qui menace la pérennité de la filière. La suppression des quotas a entraîné une stagnation des revenus des planteurs, tandis que l'inflation et la hausse des coûts de production ont aggravé la situation, réduisant la surface cultivée. Depuis 2001, le prix de la canne n'a augmenté que de 2,51 %, bien en dessous de l'inflation de 47 %.

Les agriculteurs espèrent un soutien financier d'urgence, mais aussi une réflexion plus globale sur la pérennité de la filière.

M.M.

Maurice Gironcel au Congrès des maires

Volonté renforcée pour « un projet ambitieux, fait par les Réunionnais, pour les Réunionnais »

Du 21 au 23 novembre 2024, Maurice Gironcel a participé au Congrès des Maires à Paris, où il a défendu les intérêts de La Réunion. Il a abordé des sujets clés tels que les finances publiques, la gestion des risques majeurs, la préservation de l'eau, le foncier et l'octroi de mer. Ces échanges ont renforcé sa volonté de porter la proposition de son Parti, le PCR : un projet ambitieux et solidaire pour l'île, fait par les Réunionnais et pour les Réunionnais.

Du 21 au 23 novembre 2024, Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne et président de la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR), a participé au Congrès des Maires à Paris. Cet événement rassemble chaque année les élus locaux de la France et de ces anciennes colonies intégrées à la République française. Il est l'occasion pour les responsables politiques de débattre des enjeux cruciaux pour les collectivités territoriales. Pour La Réunion, cette présence au Congrès a été un moment stratégique pour défendre les intérêts spécifiques de l'île et échanger sur les problématiques majeures qui touchent le territoire.



« Ces échanges ont renforcé notre volonté de porter un projet ambitieux, fait par les Réunionnais, pour les Réunionnais », a souligné Maurice Gironcel.

Au cours de ces journées, le dirigeant communiste a activement participé aux discussions sur des sujets essentiels tels que la gestion des finances publiques et la répartition des ressources budgétaires, des questions particulièrement sensibles dans un contexte de diminution des dotations de l'État aux collectivités locales. Parmi les préoccupations exprimées par le maire de Sainte-Suzanne, la gestion des risques majeurs a occupé une

place centrale, notamment en ce qui concerne la préservation de la ressource en eau, enjeu vital pour l'île.

Autres points essentiels des discussions rappelé par Maurice Gironcel, le foncier et l'octroi de mer, qui concernent particulièrement l'économie de La Réunion.

Ces échanges au Congrès des Maires ont permis de renforcer la détermination de Maurice Gironcel de faire fructifier la proposition du Parti communiste réunionnais : porter un projet ambitieux et solidaire pour l'île, un projet fait par les Réunionnais et pour les Réunionnais.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Clémence Bègue élue présidente de la Jeune chambre économique de Saint-Denis

L'engagement citoyen et de la RSE au cœur du Congrès régional 2024 des Jeunes chambres économiques de l'Océan Indien

Les 22 et 23 novembre 2024, la Jeune chambre économique française de l'Océan Indien (JCEFOI) a réuni plus de 100 participants au siège du Crédit Agricole à Saint-Denis de La Réunion. Jeunes leaders, partenaires économiques et institutionnels se sont retrouvés autour du thème ambitieux : "La RSE : la promotion de l'économie positive par l'engagement citoyen". Cet événement fut également marqué par l'élection de Clémence Bègue comme présidente de la Jeune chambre économique de Saint-Denis. Âgée de 23 ans, elle est la plus jeune présidente de l'histoire de cette institution.

Le Congrès Régional 2024 des Jeunes chambres économiques de l'Océan Indien a offert un cadre d'échanges et d'actions sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Par le biais d'ateliers interactifs, de tables rondes et de formations, les participants ont exploré des solutions pour concilier développement économique et durabilité. Parmi les objectifs de l'événement : valoriser les actions citoyennes des JCE locales (Saint-Denis, Grand Sud et Mayotte), sensibiliser aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et promouvoir une prise de décision éclairée en leadership et en art oratoire.

"Capt'n O.D.D" : un serious game au service du développement durable

Un des temps forts fut la présentation du jeu Capt'n O.D.D, un outil innovant développé par la JCEF pour sensibiliser à la durabilité de manière ludique. Ce projet, lancé à Paris en septembre 2024, a été adapté localement par la JCE Saint-Denis en partenariat avec QR Win.

Grâce à ce jeu de plateau et à une version interactive intitulée QR Game ODD, les participants ont relevé des défis autour des ODD, renforçant leurs liens tout en réfléchissant aux enjeux locaux. Samuel Parny, président de la JCE Saint-Denis, a souligné l'importance de ce projet : "À La Réunion, nous avons voulu adapter Capt'n O.D.D pour répondre aux spécificités de notre territoire, où les enjeux de RSE sont

cruciaux."

L'art oratoire à l'honneur

Le concours d'éloquence organisé lors de la première journée a mis en lumière l'importance de défendre ses idées avec clarté et conviction. Des équipes ont débattu sur des sujets complexes, comme la création d'un péage urbain pour réduire les embouteillages à La Réunion, avec seulement 15 minutes de préparation. Ce défi a été évalué par un jury.

Le deuxième jour, des formations ont permis aux participants de développer des compétences en leadership et en management. Parmi elles :

DISC & Forces motrices : pour améliorer la collaboration d'équipe.

L'art de captiver son auditoire : une initiation à la prise de parole en public.

Coaching d'équipe : pour optimiser la dynamique collective.

Ces sessions ont renforcé l'engagement des membres JCE dans leur développement personnel et leur capacité à mener des actions citoyennes.

Un changement pour la JCE de Saint-Denis

L'Assemblée générale électorale a vu l'élection de Clémence Bègue comme présidente pour 2025. À seulement 23 ans, elle devient la plus jeune présidente de l'histoire de la JCE Saint-Denis. Elle succède à Samuel Parny, qui avait structuré la locale autour de pôles stratégiques.

Le Congrès Régional 2024 a démontré la capacité de la JCE à fédérer des acteurs engagés autour d'enjeux cruciaux pour La Réunion. En alliant réflexion stratégique, innovation et formation, cet événement marque une étape importante dans la construction d'une économie positive portée par l'engagement citoyen.

Oté

Drol sossyété ! Moune atèr i rès atèr mèm !

Mézami nou l'aprè marsh dsi la fin d'lané. Biento va rès solman in moi pou l'ané kiné. Sirésèrtin sa la pa in bone pèryode pou bann pov-mi diré mèm sé lo pli mové pèryode pou demoune i viv dann la prékarité, lizolman, épi la solitud.

In n'afèr mi rotien : si koméla bann z'assosiassion i intervien pou ède lo moune dann la prékarité néna souvan la parol, bann pov zot mèm demoune i antan pa zot tro é zot lé konm k'i diré zot lé souvan défoi in pé invizib.

Lé bien domaz i fé pa pliss in ka avèk sak i viv an déssou lo sèye la povreté, mèm avèk sak lé dann la mizèr, la solitide épi l'abandon. Lé bien domaz na pwin in vré plan pou ède banna pou ansorte azot

In plan ? Kékshoz i fonksyone an pèrmanans avèk zot finansman épi zot prop roganizassion... Ni pé dir, issi La Rényon néna bonpé dmoune i ède lé zot, i fé sak zot i pé pou kass la solitide in bonpé mé néna touzour bonpé i pass an travèr bann maye lo filé.

Bien antandi mi anparl pa in péi mizèr, mé mi anparl in péi an parmi bann pli rish dsi la tèr-I di pa La franss sé suivan lo ka lo sizyèm sansa lo séty puissans mondyal par son PIB é poitan sé konmsi lo péi lé pa roganizé pou ède bann pov dann zot vi kotidyène.

Normal ! Bann pov i gouvèrn pa, la pa zot i désside la politik io péi pou bann léssé-pour-konte, la pa zot i fé valoir zot bézwin é la fasson k'i fo fèr pou ède azot lo méyèr manyèr k'néna poiou fèr.

Lo tan i pass, ané apré ané, moi apré moi, zour apré zour mé moune atèr i rès touzour atèr, konmsi té forssé pou zot partaz bann rèst-

A bon antandèr salu !

Justin